

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Étranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER

« Se rallie à notre bannière qui voudra, l'attaque qui l'ose ! »

Nous prions les républicains démocrates qui trouvent que notre journal *la Commune de Paris* a déjà rendu quelques services à la cause du peuple de contribuer dans la limite de leur influence à sa propagation et à sa durée. La création de ce journal, toute spontanée au milieu des barricades, n'est pas une œuvre de spéculation, mais une œuvre de dévouement.

Paris, 30 avril.

Que le peuple reste calme ! Jamais occasion plus solennelle ne s'offrirait à lui de maintenir ses droits sous la sauvegarde de la prudence armée. Si le sang coule, si la réaction marche le fusil au bras contre la classe ouvrière, c'est un motif de plus pour elle de recourir au sang-froid de la résistance. Tout mouvement perdrait la plus sainte et la plus magnifique des causes. Le peuple a souffert depuis deux mois avec le courage le plus stoïque ; les privations de tous genres, les déceptions amères, les incertitudes de l'avenir n'ont pu réussir à lasser sa patience. Qu'il persévère dans sa force et dans sa toute-puissante sagesse. L'Assemblée nationale va s'ouvrir. Le peuple y portera lui-même sa constitution. Rien ne prévaudra contre ses droits exprimés par l'assentiment général des bons citoyens. Ce que le peuple veut, Dieu le veut.

Si nous exhortons le peuple à la patience, nous engageons la classe bourgeoise à ne point abuser de ses projets sinistres. Elle a dans les mains les armes et les forces que donne la peur. Qu'elle y prenne garde ; l'incendie est au bout de la torche qu'on promène depuis trois semaines dans les mains de l'ordre public. A défaut de générosité, réacteurs, ayez au moins le sentiment éclairé de votre propre conservation ! L'intérêt vous conseille de ne point mettre le feu aux poudres, car vous vous envelopperiez dans une ruine dont nul à cette heure ne serait exempt. La classe populaire est le roc immobile ; elle n'attaque pas, mais qui s'y heurte s'y brise.

Que l'exemple de Rouen ne vous aveugle pas. A Rouen, les baïonnettes bourgeoises ont rencontré devant elles une population désarmée. Il n'en serait pas de même à Paris. Tout travailleur est soldat du jour où l'aggression refoule les der-

niers lambeaux de sa patience. La colère du peuple est la vengeance de Dieu. Ne provoquez pas cette colère, car elle vous dévorera comme la paille.

La situation commande le calme : tout homme qui tiendrait un autre langage compromettrait les intérêts mêmes de l'humanité. Mais ce calme n'est pas celui de l'inaction. C'est le repos qui soulève en ce moment les fureurs de la masse souffrante, car elle sait que le remède à ses maux est dans le progrès. Que les hommes convaincus de cette vérité se serrent aux classes qui ont fait la Révolution. Le peuple n'en croira que ses propres forces au jour du danger ; il cherchera son inspiration en lui-même, et il la trouvera.

Le salut de la France est dans l'énergie. Malheur à qui provoquerait demain cette énergie par une attaque insensée. Le peuple ne prendrait plus alors conseil que de son désespoir. Nous verrions la guerre civile sortir de la tempête des rues. Le résultat de la lutte ne serait pas douteux ; car le peuple a deux armes contre une, la force et le droit. — Voyez maintenant, réacteurs, si vous voulez ramasser dans le sang de vos frères une provocation qui tournerait bientôt en une déroute immense. L'égoïsme, à défaut de sentiment plus noble, vous conseille de vous abstenir de violence. Ne jouez pas ce jeu. Vous tenez votre sort entre vos mains ; tremblez de le compromettre. Le premier coup porté sur le peuple se retournerait furieux contre vous. On n'assassine pas ce qui est éternel.

Les résultats des élections dans les départements, aussi bien qu'à Paris, sont affligeants pour ceux qui sont restés purs et fidèles à leurs drapeaux. Nous espérons que toutes les écoles socialistes auraient leurs représentants à l'Assemblée. C'est entre eux que doit désormais rouler tout le débat. A la place de ces citoyens éminents par leur amour de l'humanité et leurs laborieuses recherches, nous voyons venir des personnages tarés, des intrigants, des mandataires odieux des principes qui seraient la mort de la France. Des légitimistes enfouis dans leurs châteaux depuis dix-huit ans, des adorateurs fervents du juste-milieu, des avocats, de petits esprits, d'honnêtes médiocrités, voilà, à quelques exceptions près, la représentation qui doit nous donner le bienfait

difficile d'une constitution démocratique. O France, France, en quelles mains a-tu remis tes destinées ! Heureusement que ton grand esprit n'est pas mort, il ne fait que sommeiller. Nous avons tout espoir en sa résurrection formidable.

Désormais abjure le culte de toute individualité. Plus d'esprit de coterie : c'est le rétrécissement, l'atrophie lente et la décomposition de toute grande chose. Tu n'as pas le droit de te prosterner devant un homme, quelque grand qu'il soit, parce que tu es encore plus grand que lui. Ton idolâtrie ferait croire que tu es indigne de la liberté. Rallie-toi autour du principe ; seul il mérite tes égards, parce que seul il est éternel.

Vois plutôt ce qui t'arrive. Tu as eu foi en certains hommes que tu croyais se recommander à toi par leur passé. Qu'ont-ils fait ? Sache donc une fois pour toutes que tu ne dois t'en rapporter qu'à toi-même, et qu'après la victoire tu dois dicter la constitution et prendre les mesures qui assurent immédiatement ton avenir.

Les plus horribles tyrans sont ceux qui se sont fait un marche-pied de la démocratie : hommes pour la plupart tarés et infâmes.

Les citoyens armés qu'on a remarqués chez nous sont venus de leur propre volonté, — et nous leur savons gré de leur généreuse initiative ; car au milieu des menaces et des provocations anonymes que l'on nous fait tous les jours, — nos amis ont cru que nous devions nous mettre en garde contre les lâches tentatives des réactionnaires, qui ne peuvent nous pardonner ni notre énergie ni notre courageuse persévérance à les combattre.

Nous sommes d'ailleurs dans notre droit. Au milieu des circonstances ardues où nous nous trouvons, tout citoyen doit s'armer quand il s'agit de se défendre.

Voilà pour le droit. Quant à la régularité, nous dirons que l'état-major de la place, qui lui-même nous a si souvent avertis des manœuvres et des complots liberticides de nos ennemis, nous a engagés à redoubler de surveillance, à renforcer notre poste. — C'est assez dire que nos sentiments et notre patriotisme sont bien connus.

Notre position ainsi expliquée, nous finirons en répétant notre épigraphe : « Se rallie à notre bannière qui voudra, l'attaque qui l'ose. »

S.

## DES DÉCORATIONS CIVILES.

Un régime républicain ne doit point avoir d'autre base que l'égalité. Tout ce qui attente au principe met en danger l'existence de la démocratie. Nous aurons à réviser toutes nos institu-

tions du haut de ce point de vue philosophique. Il en est une, empreinte à son origine d'un certain éclat, sur laquelle nos trente dernières années de honte et d'obscurcissement ont déversé une sorte d'ironie. Je veux parler de l'institution de la croix d'honneur.

Dans les premiers jours de la Révolution, tous les rubans rouges se sont effacés des poitrines confuses. On ne voyait plus dans la ville qu'une seule décoration, celle des trois couleurs nationales ; c'était le signe d'une victoire récente à laquelle nous avions participé quelques-uns par le bras, tous par le cœur.

Aujourd'hui la réaction marche, et à chaque pas rétrograde, nous voyons reparaître un des privilèges que nous croyions ensevelis dans le drapeau de la victoire. Le ruban rouge éclot de plus belle sur les boutonnières aristocratiques. La croix d'honneur, qui dans les premiers jours avait honte d'elle-même, se remontre au soleil de la contre-révolution.

En théorie générale, nous sommes contre les décorations extérieures. Ces marques individuelles blessent le sentiment d'égalité entre les citoyens. Dans une République, tout le monde doit avoir de l'honneur, mais personne ne doit en porter le signe. Voilà pour le principe. Si nous consultons maintenant l'histoire de cette croix si prodiguée sous le dernier règne, nous arriverions bien vite au chapitre des chroniques scandaleuses. Cette institution a tout à fait dégénéré de son idéal. Les journaux dynastiques eux-mêmes signalaient chaque jour, sous Louis-Philippe, les singuliers services qu'on payait par cette monnaie courante de la vanité. On peut donc dire que la croix de la Légion d'honneur est tombée d'elle-même dans l'indifférence et le mépris. Il y a sans doute quelques savants considérables, quelques littérateurs de mérite, qu'on a revêtus, comme par mégarde, de ce signe insignifiant ; mais, à coup sûr, ils ont trop d'esprit pour tenir à un hochet puéril qui contriste le sentiment démocratique. Un des premiers actes de l'Assemblée nationale devra donc être l'abolition de ces vils insignes du favoritisme.

Cette mesure, excellente en ce qui regarde le civil, devra-t-elle s'étendre à l'armée ? Nous ne le croyons pas. Il existe encore de vieux militaires décorés sur le champ de bataille, dans le temps où il y avait réellement de l'honneur et du mérite à l'être. Leur enlever ce vieux souvenir, cette récompense d'un bras ou d'une jambe perdue au service du pays, ce serait froisser les sentiments délicats de leur âme. La République exige bien quelques sacrifices ; mais elle est venue sécher les larmes dans les yeux de la veuve et de l'invalidé ; elle n'est pas venue déchirer le brevet d'honneur du vieux soldat. Il y en a donc cette croix, gagnée sous les baïonnettes enn-

FEUILLETON DE LA COMMUNE DE PARIS DU 1<sup>er</sup> MAI.

## HISTOIRE PATRIOTIQUE

DES

## ARBRES DE LA LIBERTÉ,

PAR L'ABBÉ GRÉGOIRE,

membre de la Convention nationale.

## CHAPITRE I.

Un charme involontaire entraînait les premiers hommes sur les montagnes et dans les forêts. Les montagnes semblaient leur préparer un asile contre les inondations, dont le souvenir les glaçait encore d'effroi. D'ailleurs sur les cimes élevées où se développait la majesté de la nature, leur âme s'agrandissait vers l'horizon, et de là ils aimaient à se considérer comme planant sur les erreurs de l'univers, comme intermédiaires entre le Créateur et les êtres créés.

La profondeur des forêts, le silence des futaies majestueuses et sombres impriment à l'âme des teintes religieuses. L'homme échappé à la tourmente des passions et des malheurs recherche la solitude pour se replier sur soi-même et jouir de son cœur sans autre témoin que la Divinité. Les autels sur les lieux hauts et dans les bois sacrés furent les premiers monuments de la religion des anciens.

Le choix d'un arbre ou d'un arbuste pour servir d'emblème religieux, physique ou moral, est

sans doute bien naturel à l'homme, puisqu'on trouve cet usage chez tous les peuples anciens et modernes. L'olivier était consacré à Minerve, le myrte à Vénus, la vigne à Bacchus, le laurier à Apollon, le cèdre aux Euménides, le figuier à Mars, le peuplier à Hercule, le pin à Neptune, le chêne à Jupiter. L'antiquité représentait des animaux et des plantes dans les monuments, sur les médailles, pour figurer la reproduction des êtres. C'étaient les emblèmes de la nature vivante, expirante et renaissante.

L'Égypte avait choisi le lotus, dont la fleur jouait les yeux, dont la tige servait à faire des flûtes, dont la graine et les racines servaient à la nourriture. Cette plante est encore, dans les Indes, l'emblème de la beauté. Vitchnou est représenté nageant dans l'espace sur une feuille de lotus.

Athènes affectionnait l'olivier. Ses médailles ont, les unes la chouette seule, les autres la chouette et l'olivier réunis. Cependant les platanes y étaient en honneur. Sur la promenade principale on remarquait un platane fameux, où les magistrats chargés de surveiller le costume des femmes affichaient le nom de celles qui se négligeaient. A côté de la rue sacrée on trouvait le figuier sacré près duquel s'arrêtait le cortège aux jours des sacrifices. C'est ici le cas de rappeler encore une infamie des rois. Les figures de l'Attique étaient très-estimées : un roi de Perse ne trouva pas de meilleur moyen, pour en avoir sans les payer, que de déclarer la guerre à la Grèce. Sans doute des milliers d'hommes furent égorgés parce qu'un tyran aimait les figuiers.

Palmyre et la Judée, les Phéniciens, les Carthaginois, et les colonies fondées par ces peuples

en Europe, avaient adopté le palmier, qui, par ses espèces très-multipliées, nourrit l'homme, le désaltère et l'habille.

Dans plusieurs contrées du Pérou, les cérémonies du culte se pratiquaient sous deux espèces d'arbres distingués par la bonté de leurs fruits, par la hauteur de leurs tiges, et qui formaient un bosquet autour des cabanes. Chez les sauvages de la mer du Sud, les voyageurs ont trouvé l'usage de planter pour chaque individu un arbre qu'il regarde comme sacré. A la naissance de leurs enfants, quelques Américains plantent un bois d'acajou, qui, à l'époque de leur mariage, suffit pour les doter, et le blanc de Hollande, qu'on appelle encore ipréau, a pris cette dénomination de la coutume qu'avaient autrefois, dit-on, les habitants d'Ipsé d'en faire des plantations dans les mêmes circonstances.

Vous avez lu l'histoire attendrissante de Paul et Virginie. A leur naissance, leurs mères avaient planté deux cocotiers qui, en croissant, enlaçaient leurs palmiers et dont l'existence formait leurs archives : « Mon frère, disait Virginie, est de l'âge du grand cocotier et moi de l'âge du plus petit. »

Chez les Romains, un chêne planté devant la maison en était regardé comme le protecteur. C'est à cet arbre qu'il suspendait les dépouilles des ennemis vaincus.

Les consuls Domitius et Dolabella ayant établi un concours pour les poètes, le feuillage du chêne servait à tresser les couronnes décernées au Capitole à ceux qui avaient mérité le prix. C'est à cet arbre qu'il suspendait le caducée accordé à celui qui avait sauvé la vie à un citoyen. Gallus proposa d'en donner une à Cicéron, qui, en dévoilant

la conjuration de Catilina, avait sauvé non-seulement un citoyen, mais la patrie.

L'adulation, qui corrompt tout, profane dans la suite les couronnes civiques en les décernant aux tyrans.

## CHAPITRE II.

## EMBLÈMES DE LA LIBERTÉ.

Les hommes étant destinés à vivre libres et la liberté étant après la vertu le premier des biens, comment se peut-il que le globe, toujours chargé de tyrans et d'esclaves, ait retenti sans cesse des crimes de ceux-là et des gémissements de ceux-ci. Telle est la force du penchant qui entraîne l'homme vers la liberté, qu'au milieu des fers il tâche d'en alléger le poids par le charme des illusions, et dans les objets qui l'entourent il en cherche l'image.

La Liberté fut réverée des Grecs sous le nom d'Eleutherie. Tiberius-Gracchus lui bâtit sur le mont Aventin un temple magnifique, soutenu de colonnes de bronze et décoré de statues.

Quand Jules César eut asservi les Romains, ils élevèrent un temple nouveau à la Liberté pour aduler servilement celui qui détruisait la leur.

Le vin est père de la joie, disaient les anciens, et parmi les productions de la nature, la vigne leur parut un emblème très-caractéristique de la Liberté : le dieu du vin s'appelait également Bacchus ou Liber. Dans quelques médailles, elle est représentée sous la figure d'une femme accompagnée de deux suivantes.

D'autres médailles la présentent tenant de la main droite un bonnet et de la gauche la hache pure.



mies, est toute la richesse : avec quelle monnaie escompterez-vous cette fortune du pauvre Béli-saire? L'argent paye les actions vénales; mais il ne saurait indemniser les services rendus à la gloire du pays. Ce que l'argent ne saurait faire, un bout de ruban le fait.

Ne dites pas qu'il existe une contradiction dans notre manière de voir et que nous accordons d'un côté au privilège ce que nous lui refusons de l'autre. Il n'y a principe si absolu qui ne fléchisse devant certains obstacles. L'armée est placée dans des circonstances exceptionnelles : sa discipline, qui, appliquée ailleurs, serait la plus monstrueuse des offenses à la liberté humaine, devient sous les drapeaux une sauvegarde pour la défense du territoire. Si la liberté consent à faire ses restrictions vis-à-vis de l'armée, et cela dans un but de conservation et d'utilité publique, l'égalité pourra bien être contrainte de subir aussi quelques atteintes. Le maintien des décorations obtenues par un acte de courage n'excitera dans nos troupes aucun mécontentement; la mesure contraire y jetterait une consternation infinie. Laissons donc sur la poitrine de nos vieux défenseurs cette tache de sang glorieuse.

Dans l'origine, la croix d'honneur était une décoration toute militaire; c'est en l'appliquant au civil qu'on l'a dégradée par la faveur et la profusion aveugle. Quoique ennemi de la tyrannie du sabre, nous reconnaissons avec franchise dans l'ère impériale une grandeur guerrière qu'il ne faut pas trop effacer pour l'honneur même de notre nation. Le soldat est habitué à voir dans le ruban rouge de son camarade une empreinte du ponce de Napoléon quand il revenait d'Austerlitz ou d'Iéna.

Nous demandons qu'on maintienne les croix d'honneur distribuées dans l'armée et qu'on abolisse toutes les décorations civiles. Nous ne voulons pas plus d'un privilège révolutionnaire que d'un privilège aristocratique. La République n'aura point à fonder un ordre particulier; ce serait un outrage à son principe. Le patriotisme n'a pas besoin d'un signe; nous saurons toujours le découvrir dans le cœur du véritable ami du peuple.

Un des premiers actes de la Révolution de février aurait dû être le renouvellement de l'éducation publique. On ne prépare le peuple à exercer ses droits qu'en augmentant ses lumières. Cette diffusion des principes de la science demande aujourd'hui des voix démocratiques et pures. Qu'a fait le ministre Carnot pour régénérer l'instruction supérieure? Absolument rien. La Sorbonne, cette vieille machine à ressorts monarchiques, refonctionnée avec les mêmes hommes. Détruire l'immobilité dans la magistrature, c'était s'engager à la détruire aussi dans le corps enseignant. On s'est bien gardé de se montrer courageux et logique. L'âme du *Journal des Débats*, l'insipide Saint-Marc-Girardin, continue d'enseigner à la jeunesse le scepticisme et la corruption. La conservation d'un tel professeur dans une chaire de haut enseignement est un scandale pour la conscience publique. La ruine de cet homme aurait dû suivre la chute du régime immoral qu'il a si longtemps et si basement patronné. Souvenons-nous de ses sorties ironiques contre la jeunesse républicaine. Si cet ex-conservateur représente quelque chose, c'est l'absence de tout principe, le culte passionné du veau d'or, la rouerie du talent oratoire. Voilà le beau modèle qu'on remet en vedette pour former l'esprit et le cœur de nos écoles. En vérité, de tels actes, ou, pour mieux dire, de telles tolérances, sont décourageantes et inexorables. Si M. Carnot n'a ni le vouloir ni la capacité nécessaire pour élever l'éducation publique à la hauteur des circonstances, qu'il se retire. La retraite est le seul chemin honorable pour sortir d'une situation qu'on n'a pas la force de dominer.

Appien raconte que quand on eut égorgé César, les estimables tyrannicides promènèrent dans la ville un bonnet au bout d'une pique en signe de liberté, et des médailles furent frappées avec l'image d'un bonnet entre deux poignards. Le génie républicain lançait encore quelques étincelles intermittentes : ainsi à la mort de Séjan, il fit éclater sa joie en érigeant une statue à la liberté sur la place publique.

Ainsi, après que Caligula eut été massacré par Cassius Cherea, ce tribun des gardes prétoriennes vint demander le mot aux consuls, et le mot qu'ils donnèrent fut celui de liberté, ce qu'on n'avait pas vu de mémoire d'homme.

Ainsi, à la mort de Néron, l'allégresse fut universelle; le peuple de Rome et des provinces prit le bonnet de la Liberté, dont il multiplia les images sur les statues, sur les monnaies.

Aleat propose pour emblème de la République délivrée un bonnet entre deux poignards. Il convient avec tous les écrivains que le bonnet, étant le signe de l'affranchissement, fut toujours le symbole le plus généralement admis de la liberté. Il prouve que les Saramantes faisaient des bonnets avec des coques d'œufs d'autruche, et que les anciens Grecs de son temps, réfugiés en Italie pour se soustraire au despotisme ottoman, avaient conservé l'usage d'un bonnet comme symbole de leur liberté.

### CHAPITRE III.

#### ARBRE DE LA LIBERTÉ.

L'usage de planter le mai était originairement un hommage à la nature, qui, au retour du printemps, s'embellit de tous ses charmes et déploie

### DE LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

Il est incontestable pour tout homme de bon sens que la révolution de février, promptement faite, admirable, sublime du côté des vainqueurs, inouïe dans les fastes de la civilisation quant à l'ordre qui l'a suivie par la seule puissance de l'intelligence et de la modération du peuple souverain, n'a pu occasionner le principe de la crise effrayante qui pèse encore sur le pays. Elle en a peut-être développé prématurément les effets longtemps comprimés; mais ne perdons pas de vue cependant que les flots de la misère publique, tout contenus qu'ils étaient par cette digne d'aristocratie nouvelle n'ayant de l'ancienne que les défauts sans aucun de ses qualités, devaient en s'amoncelant s'échapper plus tard comme un torrent impétueux qui détruit, emporte tout ce qui s'oppose à son passage, et peut-être qu'alors une voix formidable, celle du peuple, eût crié pour vous aussi : *Il est trop tard!* Examinons le passé pour arriver à la question d'avenir.

Depuis l'Empire, où le prestige de la gloire avait remplacé celui des anciens parchemins, qu'avons-nous vu? La soif immodérée de l'or enfantant l'égoïsme et la puissance corruptrice du capital. Mais là encore le doigt du Seigneur vint marquer sa puissance providentielle; il voulut en nous donnant un chef, incarnation de l'égoïsme et de la cupidité, précipiter les événements et dégager son peuple par un effort sublime d'une misère lente et cruelle. Une révolution plutôt sociale que politique s'est accomplie; en niera-t-on les causes? Contesterait-on que depuis vingt ans, le haut fonctionnaire, l'agiotier, ne soient devenus les hauts-barons de la finance et les puissants seigneurs de la propriété? Qu'étrangers aux pénibles labeurs, comme aux privations du travail, ils n'aient depuis vingt ans exploité les malheureux agriculteurs en augmentant successivement de plus d'un tiers la location de sa terre; tandis que lui qui l'arrosait des sueurs de son front se voyait contraint de dire à ses fils : « Allez dans les villes chercher une existence moins misérable. » C'est en vain que le colon contestait l'augmentation; une voix dure lui répondait : « Si tu ne veux pas de mon champ, un autre le prendra. » Dans le Nord, par exemple, en 1850, l'hectare de terre était loué au plus 410 fr.; aujourd'hui il est affermé 165. En augmentant l'impôt foncier, vous avez cru atteindre le grand propriétaire? Il vous échappe encore. La plupart des baux mettent les impôts à la charge du fermier. Pour lui jamais de mauvaises moissons : il saisit inexorablement les fruits pendans sur racine si vous attermez son fennec. L'agriculteur a dû tellement multiplier et faire succéder les récoltes dans certaines contrées pour marcher avec cette augmentation rapide de la redevance, qu'il a dû franchir toutes les règles de l'assolement, et qu'une fertilité exagérée est devenue plus dangereuse à l'agriculture que les jachères d'autrefois; de là enfin cette émigration des bras pour la ville. Mais en arrivant qu'y trouvaient-ils? La misère, toujours la misère. La c'est le capital qui, comme la sensitive, se retire si l'on veut y toucher; ailleurs ce sont des malheureux industriels ou boutiquiers écrasés sous des locations exorbitantes; traqués, expropriés, s'ils ne peuvent y faire face, ou soumis encore à des augmentations incessantes si, par l'activité, l'ordre et l'économie ils laissent percer des éléments de prospérité. De là enfin, au milieu de cette démolition sociale, l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais le mal part des régions élevées de la société. Toute idée lointaine de nous de faire appel aux passions ou de provoquer des mesures spoliatrices. Mais prenez-y garde; malheur à vous! si vous ne comprenez pas que mieux vaut accorder des améliorations que réclamer la justice et l'humanité que de s'exposer à se les voir arracher par la force et la violence. Nous nous réservons de vous les indiquer prochainement.

J. LALOU.

toutes ses grâces. A Rome et dans toute l'Italie, le premier mai, la jeunesse sortait par troupes, au lever de l'aurore, pour aller cueillir des rameaux verts dont on ornait les portes des maisons. Ces troupes revenaient en dansant au son des instruments. Dans l'intervalle, les pères, les mères, les amis avaient dressé au milieu des rues des tables frugales où tous les citoyens confondus ne formaient qu'une famille. La fête du premier mai se répandit dans presque toute l'Europe. Mais cet usage, qui présentait quelque chose de touchant dans son origine, dégénéra par l'application que la flatterie en fit aux objets de son affection. Ces grands arbres auxquels on attachait des guirlandes, et qu'on plantait devant la maison de ce qu'on appelait gens en place, étaient un reste de cette fête, et ce n'est pas la seule occasion où l'orgueil a usurpé les droits du plaisir.

L'usage du mai était passé d'Angleterre en Amérique; mais sur les rives de la Delaware il avait déjà recouvré sa dignité primitive, et les may-poles y étaient dans chaque commune le signal du ralliement des citoyens.

Pendant la guerre que nos frères les Américains ont soutenue contre le tyran de Londres (Georges III) à Boston, ils avaient désigné pour servir d'emblème à la Liberté un arbre dont la grosseur et la vétusté imprimaient une sorte de respect.

Chez nous, les mais que plantaient l'estime, l'amitié ou l'amour ont été consacrés à l'amour de la liberté, dont la nature féconde est le symbole. Le premier qui paraît en avoir donné l'exemple est Norbert Pressac, curé de Saint-Gaudens, près Ciry, département de la Seine.

Nous publierons prochainement, avec notes éditantes, les noms de ceux qui au mois de mai 1847, à l'occasion de la fête de Louis-Philippe, ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur ou promus à un grade supérieur dans cet ordre.

Les preux en question seront peut-être médiocrement flattés de la publicité que nous comptons donner à leurs états de service sous la dynastie déchue, — s'il est vrai surtout, comme le prétendent de mauvaises langues, que certains légionnaires du mois de mai dernier ont trouvé moyen d'obtenir des fonctions, voire même des fonctions bien rétribuées, depuis l'avènement de la République. — Le public nous saura gré, nous n'en doutons pas, d'arracher le masque à ces ambitieux effrénés qui, cachant un passé honteux, viennent demander l'aumône d'un emploi à tout pouvoir qui s'élève.

#### APPEL AUX VAINQUEURS DE LA BASTILLE.

Les vainqueurs de la Bastille résidant à Paris sont priés de se réunir mardi 2 mai, de 2 à 3 heures, sous le péristyle de la salle Saint-Jean à l'hôtel de ville. Ils seront reçus par le Gouvernement provisoire.

Tous les employés de la ville de Paris sont sous le coup d'une terreur qu'on pourrait appeler la terreur des créatures. Hier c'étaient les concierges des halles et marchés qui venaient nous porter leurs doléances; aujourd'hui ce sont les gardiens des eaux : les uns et les autres pères de famille, estropiés, qui n'ont pas d'autres moyens d'existence, destinés sans motifs ou destinés pour des motifs qu'on ne soupçonnerait pas. Nous connaissons, entre autres, un de ces malheureux qui, d'après un certificat d'un procureur de la République, sonnait le tocsin à Saint-Sulpice dans la nuit du 23 au 24 février et à qui une infirmité ne permet pas d'autre emploi que celui qu'il avait obtenu. Un arrêté vient de le frapper de destitution et de lui substituer dans sa petite place de 900 francs un domestique... de M. Marrast.

#### ARMÉE.

Quand de toutes parts les citoyens s'imposent des sacrifices souvent au-dessus de leurs moyens, quand les offrandes à la République se présentent sous toutes les formes, n'est-ce pas le moment de rechercher s'il n'y aurait pas de grandes économies à faire sur les divers services de l'Etat, sans cependant en compromettre aucun. Il serait donc urgent qu'on se livrât immédiatement aux investigations les plus consciencieuses dans chaque ministère pour découvrir les réductions et les suppressions qu'on pourrait opérer sur les prestations de toute nature allouées aux différents fonctionnaires, mais notamment sur les gros traitements.

Loin de nous toute idée d'inquiéter l'existence de qui que ce soit, et encore moins celle des fonctionnaires travailleurs : ceux-là au contraire ont droit à une rémunération plus en rapport avec les services qu'ils rendent à l'Etat, et nous faisons des vœux pour qu'un jour, quand la République aura comblé les déficits que la monarchie déchue nous a légués, on améliore leur position. Ce sera justice; mais guerre aux superfétations, aux émoluments non suffisamment justifiés par des services rendus.

Examinons avec attention le budget de la guerre, et il nous sera facile de démontrer qu'il y a de grandes économies à effectuer, des abus à faire cesser, tout en laissant à chaque officier ou fonctionnaire militaire la juste rémunération à laquelle il a des droits incontestables en raison des services qu'il rend au pays.

Il nous est impossible de croire que le nouveau ministre de la guerre ne veuille pas s'em-

presser de simplifier les rouages de sa trop dispendieuse administration; il y parviendra facilement en militarisant tous les bureaux du ministère et en s'entourant d'hommes pratiques, dont tous les régiments fourmillent. Qu'on se donne la peine de les rechercher, on les trouvera. Avec eux on fera de bonne besogne, promptement et à moins de frais. Sans préciser le chiffre de l'économie qu'on pourra faire sur le ministère de la guerre, nous sommes assurés qu'il y aurait possibilité d'en réduire les dépenses d'un bon tiers.

Nous avons promis à nos lecteurs la biographie des membres de la nouvelle Assemblée législative. Nous serons bientôt en mesure de tenir notre promesse. En attendant, voici quelques détails sur l'un d'eux.

Le citoyen Schmit s'est présenté aux électeurs comme ouvrier. Or, Schmit n'est rien moins qu'un ancien chef de division au ministère des cultes; il a été décoré par le gouvernement déchue. Le parti prêtre et carliste l'a porté, car il est connu pour sa dévotion et ses opinions antilibérales. Jadis, il est vrai, il a fait de la lithographie. Mais nous le demandons aux hommes de bonne foi, un chef de division dans un ministère est-il un ouvrier?

La réaction ne s'arrête plus à de simples propos. Aujourd'hui un employé de la mairie du 2<sup>e</sup> arrondissement s'est présenté chez de braves ouvriers de cet arrondissement et leur a enlevé leur fusil, disant que les ouvriers n'en doivent pas avoir. Qui donc doit être armé, sinon le peuple? Avant longtemps sans doute on veut relever les barricades.

#### TROUBLES DE ROUEN ET D'ELBEUF.

Tout est fini à Rouen. Les alarmes qu'on avait eues hier pour la tranquillité du faubourg Saint-Sever ont été calmées.

On a fait quelques arrestations importantes, notamment celles de M. Berthelot, ex-sous-commissaire au Havre, et de M. Suireau, chef du club Saint-Louis.

On a voulu arrêter le fils de M. Leballeur, maire de Rouen, non pas qu'il eût pris part à l'émeute, mais parce qu'il avait été un des meneurs les plus chauds du club démocratique. Ce projet d'arrestation n'a pas eu de suite.

Un commissaire extraordinaire est arrivé à Rouen.

L'ordre a été rétabli à Elbeuf dans la journée d'hier.

Le maire de la Londe, commune voisine, était venu à la tête de ses administrés prêter main-forte à l'émeute. Il a été arrêté.

Avant-hier, samedi, à quatre heures du matin, la troupe de ligne et la garde nationale ont engagé le feu avec les insurgés; il y a eu quelques ouvriers tués, trois dit-on, et plusieurs blessés.

La cour d'appel de Rouen a évoqué l'affaire des troubles d'Elbeuf.

#### Limoges, Nîmes et Lyon.

Des troubles graves, dont la nature n'est pas encore bien connue, ont éclaté à Limoges. Ce qui semble positif, c'est que le parti battu dans les élections s'est emparé du scrutin et l'a détruit. La garde nationale a été désarmée, et un gouvernement provisoire, ayant à sa tête les citoyens Pierre Leroux et Coralli, s'est installé à la préfecture.

Hier un délégué de ces nouveaux proconsuls est arrivé au ministère de l'intérieur.

Nous avons des journaux de Lyon du 28 et de Nîmes du 27; il n'y est pas dit un mot des troubles qui auraient éclaté dans ces deux villes.

— Le *Courrier de Tarn-et-Garonne* du 25 avril donne les détails suivants sur les troubles de Castelsarrasin dont nous avons parlé :

objets sensibles aux institutions politiques. Et puisque le peuple français a lui-même déterminé l'objet qu'il regarde comme le type de ce qu'il chérit le plus; puisqu'il est résolu de défendre l'arbre de la liberté comme les soldats défendent leur drapeau, il est très-sage ce décret de la Convention nationale :

« Dans toutes les communes de la République où l'arbre de la liberté aurait péri, il en sera planté un d'ici au premier germinal. Elle confie cette plantation et son entretien aux soins des bons citoyens, afin que dans chaque commune l'arbre de la liberté fleurisse sous l'égide de la liberté française. » (Décret du 5 nivôse.)

L'esprit du décret est évidemment que l'on plante un individu vivant pour remplacer ceux dont la végétation est éteinte. La nature dépérissante ou morte ne doit être que l'emblème du despotisme; la nature vivante et productive, qui se fortifie et répand ses bienfaits, doit être l'image de la liberté qui agrandit son domaine et mûrit les destinées de la France pour la placer au premier rang sur la scène de l'univers.

(La suite à demain.)

Il paraît certain, dit un journal, que le Gouvernement provisoire se propose de proroger la réunion de l'Assemblée nationale du 10 au 15 mai prochain. On motiverait cette mesure sur ce que la salle des séances ne pourrait être disposée pour le 4 mai.



op dis- facile- minis- s. dont donne ent et à l'éco- e de la it pos- tiers.

« Tout le canton de Castelsarrasin avait été convoqué pour le même jour. Le chef-lieu renferme un nombre considérable d'électeurs. Obligés d'attendre, les communes rurales furent remises d'heure en heure, lorsqu'enfin, vers les cinq heures, elles furent ajournées au lendemain. Alors le mécontentement éclata avec force; les électeurs d'Albeville et de Meuzac demandent à voter; ils se portent à la maison électorale; les portes sont forcées; la garde croise la baïonnette et un homme tombe roide mort. La vue de ce cadavre exalte de plus fort les esprits. Alors s'engage une effroyable mêlée, qui fait de nombreuses victimes. On compte trois morts et une trentaine de blessés.

« Cependant, les habitants de la campagne se retirent, plusieurs sont atteints dans leur fuite. A deux kilomètres environ de la ville, ils tombent dans une embuscade et essuient à bout portant des coups de feu.

« Dès que ce malheureux événement fut connu à Montauban, le commissaire délégué fit partir un escadron du 11<sup>e</sup> chasseurs et se rendit lui-même à Castelsarrasin. M. Laroche a annulé les opérations électorales déjà commencées, et par un arrêté a remis les élections de ce canton au 27 de ce mois.

« La municipalité de Castelsarrasin est révoquée. M. Leygue est nommé maire. »

Nous trouvons les détails suivants dans une lettre particulière, écrite de Madrid, en date du 20 avril :

« Tout Madrid est plein d'une aventure arrivée au duc et à la duchesse de Montpensier. Ils se rendaient à Aranjuez en petit équipage et avec un seul domestique. Parvenus à la hauteur de Benelezo, ils ont été entourés par une troupe de cabecillas qui court le pays sous les ordres du fameux capitaine Leandro Moussen. Toute résistance était impossible. Aussi Montpensier et sa femme (*y su mujer*) se sont-ils mis à la discrétion des cabecillas.

« Ceux-ci apprirent bientôt quels étaient leurs prisonniers, la jeune femme ayant cherché à les attendre. Mais eux se mirent à danser de joyeux fandangos, en criant : « *Viva la nation et la liberté! mort à la reine qui viole nos droits!* » (*los fueros!*)

« Qu'on juge des tranes des voyageurs. Cependant, après quatre heures d'anxiété, ils furent admis à payer rançon. Ils abandonnèrent tout leur argent et leurs bijoux, et promirent en outre une forte somme. L'on dit que Montpensier se prépare à exécuter cette promesse, car il sait que les cabecillas ne le manqueraient pas une seconde fois; et s'ils le veulent, ils sauront le rattraper.

« Je pense, ajoute notre correspondant, que le vieux père, en apprenant cette aventure, sera tout prêt à s'écrier comme dans la comédie : « Que diable allait-il faire dans cette Espagne ? »

La réaction est arrivée à ses fins. Elle a séparé la nation en deux camps; elle a rétabli entre deux classes de citoyens la ligne de démarcation que la révolution de février avait effacée. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat recommence. Le sang a coulé à Rouen, il a coulé à Elbeuf, un sang précieux, quels que soient les rangs où sont tombées les victimes, et qui n'en réjaillira que plus implacable sur tous ces artisans de discorde dont le repaire est à nos côtés.

Où, c'est à l'inspiration de tous ces organes effrontés des deux derniers règnes que la nation s'élève et s'agite; la nation, naguère si calme, et où tous les sentiments semblaient se confondre dans un égal dévouement au pays. Non, ce n'est point aux commissaires du gouvernement qu'il faut imputer ces désordres; aux commissaires du gouvernement, contre lesquels on a souvent ameuté la population à leur arrivée et avant même qu'ils eussent fait acte d'autorité. Et savent-ils bien de qui ils se font les agents, ces provocateurs de guerre civile? N'ont-ils donc pas vu les ambassadeurs de Saint-Petersbourg et de Londres aux fenêtres devant leurs prouesses du 16 avril?

Que les patriotes se rallient, qu'ils se disciplinent, qu'ils soient prêts à tous événements, car le danger est imminent, et le moment n'est peut-être pas éloigné où ils auront besoin de tout leur courage. (La Réforme.)

## BELLEVILLE.

Citoyen rédacteur, — Nous venons au nom de tous les travailleurs de la commune de Belleville vous prier de vouloir bien donner place dans vos colonnes à la lettre suivante. Elle contient des explications sur les menées qui depuis plusieurs jours tendent à faire peser sur les ouvriers une accusation de mauvaise pensée qui n'existe nullement.

Hier matin, au moment où nous nous rendions sur le lieu des travaux, un ordre nous vint de nous réunir rue Pradier, afin de nommer des délégués choisis dans chaque brigade pour représenter nos intérêts auprès du citoyen Emile Thomas. Plus tard, sur l'ordre exprès de l'autorité de la commune, nous nous rendîmes en masse et par divisions à la direction générale.

L'esprit de calme était tellement répandu dans tous les esprits que nous préférâmes prolonger notre route d'une heure en suivant les boulevards extérieurs plutôt que de traverser Paris afin de ne pas répandre l'alarme dans la capitale.

Après avoir attendu deux heures rue de Chartres dans le plus grand calme, nous sommes revenus dans nos chantiers pour y reprendre nos

travaux. Il paraît que notre départ en corps exécuté sur l'ordre de l'autorité avait effrayé cette même autorité, car à notre retour nous trouvâmes la garde nationale de la commune, à laquelle on avait joint deux bataillons de la garde mobile, sous les armes, et nous entendîmes sur notre passage les propos les plus infâmes.

Savez-vous de quelles calomnies on s'était servi pour motiver cette prise d'armes? Aux gardes nationales on avait dit : « Les ouvriers de Belleville sont en pleine révolte; ils veulent incendier la mairie, mettre tout à feu et à sang dans la commune. » Aux gardes mobiles : « Les ouvriers de Belleville sont des anarchistes soutenus par les partis ennemis qui veulent le renversement du Gouvernement provisoire et demandent deux heures de pillage. » De pareils propos, citoyens, sont infâmes et ne tendent à rien moins qu'à jeter entre nous la peur et la guerre civile.

Tous, riches ou pauvres, bourgeois ou travailleurs, ne sommes-nous pas frères, enfants d'une grande et sainte mère, la France? Ne sommes-nous pas citoyens, et cette devise : Liberté, Égalité, Fraternité, ne doit-elle pas s'appliquer à nous travailleurs aussi bien qu'à ceux que la fortune a favorisés?

Au nom de tous nos frères les travailleurs, dont nous sommes les représentants, nous venons donner un démenti formel à toutes les accusations qui pèsent sur nous et rejeter sur qui de droit la panique qui hier s'est répandue dans la commune.

Que ceux qui ont fait sortir les armes du fourreau subissent les conséquences du blâme que les honnêtes gens abusés adressaient à de prétendus émeutiers.

Louvain, Grenat, Keller, Dubois, Martin (Hippolyte), Franc, Boucaut, Desauzay, délégués de l'atelier national de Belleville.

## Évangile républicain.

(Suite de la publication du 30.)

### ÉPIQUE.

#### Réflexion d'un sage,

Quelle heureuse place que celle qui fournit dans tous les instants l'occasion à un homme de faire du bien à tant de milliers d'hommes! Tel est cependant le poste d'un ministre républicain. Mais quelle dangereuse place que celle qui expose à tout moment un homme à nuire à un million, à des millions d'hommes! C'est néanmoins pour conserver cette place que les rois, c'est-à-dire les tyrans de l'humanité, s'arment contre les peuples qui ne veulent point de maîtres et qui sont libres par leur droit de nature et par l'égalité, qui ne connaît parmi les hommes d'autre différence que celle de la vertu.

### ÉVANGILE.

En ce temps-là un sans-culotte disait à ses amis : « Méfiez-vous de ces beaux parleurs qui, dans nos assemblées, ont le soin de ne développer leurs opinions qu'avec une sorte de prétention et de mystère. Ceux-là assurément vous trompent. Méfiez-vous encore de celui qui parle pendant une heure et ne fait que présenter la même opinion; celui-là cherche à vous séduire : il veut une place, et une fois qu'il l'aura extorquée à votre bonne foi, il se moquera de votre crédulité, et vous serez alors la cause première des déprédations qu'il a multipliées. Méfiez-vous de tous ceux qui proposent de mettre à la tête d'une République deux ou trois chefs... Ceux-là ne font que cette proposition que pour être élus. Méfiez-vous de ceux qui tonnent à chaque minute, ils veulent vous éblouir; ce sont des coquins qui tôt ou tard seront dévoilés. Mais ayez confiance en celui qui ne cherche aucun poste et fait le bien; celui-là seul mérite le choix des hommes libres, et il ne les trompera jamais! »

## Correspondance.

Citoyen Sobrier, — Une enquête se poursuit contre nos administrateurs. Je découvre tous les jours de nouveaux martyrs de leur indifférence. C'est affreux! Et ces fonctionnaires espèrent encore que nous nous fatiguerons à les poursuivre parce que nous sommes pauvres et que pour vivre nous sommes forcés d'occuper notre temps à travailler. Mais ils se trompent. Une croûte de pain me suffit pour ne pas mourir de faim, et j'ai assez de pauvres frères pour me dire : « Tiens, cette croûte, et venge-nous! » Je marcherai s'il le faut aux plus terribles tortures pour leur faire rendre justice. Si l'influence de nos fonctionnaires était assez forte pour que mes camarades du travail devinssent mes ennemis, je les combattrais seul; car je suis sûr de leurs injustices et de leurs crimes de lèse-humanité. Donc, justice! justice! Peuple, nous sommes les enfants, justice!

Le président des ouvriers de l'administration des carrières, VUILTONNET, terrassier.

Paris, 30 avril 1848.

Ménilmontant, 29 avril 1848.

Au citoyen rédacteur de la Commune de Paris.

Citoyen, — Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint la démission que nous adressons au maire de Belleville. Nous espérons que vous lui ferez accueil dans vos colonnes. Vous avez comme

nous combattu pour la sincérité des élections; comme nous, vous avez reconnu, dans votre numéro d'hier, que malheureusement un vote n'était souvent qu'une question d'orthographe.

En attendant qu'une bonne et sincère organisation règle le suffrage universel et direct, le seul que nous voulions aussi, nous avons pensé qu'il était de notre devoir, comme citoyen, de poursuivre l'immoralité partout où elle se glisse.

Salut et fraternité.

P. Collet, lieutenant, vice-président du club des Montagnards à Belleville, l'un de vos abonnés.  
Guérineau, lieutenant, vice-président du club des Montagnards.

## FRAUDES ÉLECTORALES.

### Démissions.

Les sous-signés, officiers, sous-officiers et caporaux de la 5<sup>e</sup> compagnie, 8<sup>e</sup> bataillon, 1<sup>re</sup> légion de la banlieue, ont, après mûre délibération, décidé à l'unanimité qu'il était de leur devoir de donner leur démission.

Ils puisent le motif de leur détermination dans les considérations suivantes :

Les élections de la 5<sup>e</sup> compagnie ont été et restent entachées d'illégalités telles qu'ils ne pensent pas pouvoir conserver les grades qui leur ont été conférés sans abdiquer une partie de la considération à laquelle ils tiennent tout d'abord.

Les élections de quelques grades sont dues à l'émission à profusion de bulletins tout préparés et distribués avec mille manœuvres dans la salle même du vote, sur des bulletins évidemment contrefaits. Des citoyens illettrés ont été trompés dans la transcription frauduleuse que des agents faisaient des noms qu'ils dictaient. Des citoyens se sont vantés d'avoir consommé plusieurs votes; d'autres, en l'absence d'électeurs, ont voté pour eux sans leur consentement.

Le bureau avait les moyens d'arrêter légalement une partie de ces manœuvres dont il n'est donné ici que le récit abrégé; il ne l'a pas fait.

Les sous-signés pensent, citoyen maire, que votre attention s'arrêtera scrupuleusement sur ces faits, et que la retraite des signataires ne sera pas le seul correctif d'élections mensongères dont l'annulation ne sera que justice; ils l'attendent de votre civisme et de votre dévouement à la République.

Guérineau, Paul Collet, lieutenants; Vatin, sous-lieutenant; S. Duffau, Delort, Lagarde, Recousseille, Bénard, sergents; Déhais, Picart, P. Tam, Duplet, Dehon, Clary, caporaux.

Comité central français pour la libération et la défense de la Pologne.

### Citoyens,

L'émigration polonaise rentre dans sa patrie; la Pologne se lève prête à combattre, et à cette heure, peut-être, le sang coule pour son indépendance.

Citoyens de la République, ce noble peuple compte sur vous; venez l'aider à briser ses fers. Autrefois il abrita la chrétienté contre les invasions des barbares; il va devenir aujourd'hui le rempart de la liberté des peuples.

Apportez à cette sainte cause vos offrandes et vos bras?

Des volontaires!  
De l'argent!  
Des armes!

Les membres du Comité :

Suau-Laborde, colonel; Castelneau; Ger-vaise; Javal, trésorier; Lopatta, secrétaire.

L'adresse du Comité est : M. Lopatta, 39, rue de la Chaussée-d'Antin.

Nous sommes autorisés à prévenir les artilleurs du premier escadron de la garde nationale que le citoyen Félix Tourneux renonce à sa candidature au grade de chef d'escadron, et qu'il prie ses amis de reporter leurs voix sur le citoyen Sobrier.

## Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire, Vu la demande qui lui a été adressée par le général Cavaignac, représentant du peuple, de venir prendre part aux travaux de l'Assemblée nationale,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le général Cavaignac, gouverneur général de l'Algérie, est appelé à Paris.

Art. 2. Le général Changarnier est nommé gouverneur général de l'Algérie.

Art. 3. Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de la guerre, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil de Gouvernement, à Paris, le 29 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de la justice, arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Provisoirement, et jusqu'au 30 juin prochain, les deux salles dans lesquelles les commissaires preneurs procèdent aux ventes publiques, place de la Bourse et rue des Jeuneurs, seront fermées à toutes ventes non autorisées par justice.

Art. 2. Les ventes dont il s'agit seront autorisées sur requête présentée au tribunal de première instance de la Seine, en chambre du con-

seil, le procureur de la République entendu.

Art. 3. Trois jours avant la présentation de la requête, un inventaire précis et détaillé des objets dont la vente publique dans l'une des deux salles sera demandée, devra être déposé au parquet du procureur de la République; nul objet non compris dans cet inventaire ne pourra être exposé en vente.

Fait à Paris, au ministère de la justice, le 29 avril 1848.

Ad. CRÉMIEUX.

## ÉLECTIONS.

Ont été élus représentants :

### Ariège.

Clém. Anglade, ancien député. — Durrieu, rédacteur au *Courrier français*. — Casse. — Cazalot. — Darnaud, ex-député. — Arnaud. — Th. Vigne, avocat.

### Cantal.

Am. Delzons, avocat à Aurillac. — Parieu fils, docteur en droit. — Murat-Sietrières, ancien capitaine d'artillerie. — Daude, avocat. — Teillard-Latérissse, maire de Murat. — Richard, médecin à Saint-Flour. — Paulin Durrieu, commissaire du Gouvernement à Saint-Flour.

### Doubs.

Demesmay, ancien député. — Convers. — Tanchard, sous-commissaire du Gouvernement. — Mauvais, membre de l'Institut. — Baraguay-d'Hilliers. — Bixio, envoyé de la République à Turin.

Le nom du septième n'est pas encore arrivé.

### Eure-et-Loir.

Marescal, avocat, propriétaire à Chartres, commissaire du Gouvernement. — Raimbault, ancien député d'Eure-et-Loir. — Subervie, id. — Barthélemy, propriétaire, commissaire du Gouvernement. — Lebreton. — Trousseau, docteur, professeur à la Faculté de Paris. — Isambert, conseiller à la cour de cassation.

### Indre-et-Loire.

Crémieux. — Julien, maire de Tours. — César Bacot. — Taschereau. — Luminais, maire, agriculteur. — Fouqueteau, avocat. — Gouin. — Jullien, ouvrier.

### Jura.

Grevy (Jules), commissaire du Gouvernement. — Cordier, ex-député. — Chevassu, maire de Poligny. — Valette, professeur de droit. — Camisier, capitaine d'artillerie. — Huot, avocat. — Gréat, ancien député. — Jobez, membre du conseil général.

### Marne.

Léon Faucher, ex-député. — Pérignon, juge au tribunal de la Seine. — Bertrand, maire de Vitry. — Bailly, maire de Sézanne. — Dérodé, avocat. — Aubertin, commissionnaire de roulage. — Ferrand, ouvrier tisseur. — Leblond, substitut du procureur général à Paris. — Soulié, avocat.

### Hauts-Pyrénées.

J.-J. Vignerte, commissaire du Gouvernement. — Dubarry. — Recurt, adjoint au maire de Paris. — Lacaze, avocat. — Cenac, sous-commissaire à Argelès. — Deville, notaire.

### Haut-Rhin.

Koenig, horticulteur. — Yves, procureur général. — Kestner, manufacturier. — Rudler, commandant en retraite. — Dolfus, maire de Mulhouse. — Stœcklé, curé. — Bardy, juge d'instruction. — Heuchel, médecin. — Struch. — Prudhomme. — Chadeffodier. — Keeckeron.

### Rhône.

Laforêt, maire de Lyon. — Dautre, typographe. — Aubertier, chef d'atelier. — Lortet, médecin. — Benoit (Joseph), chef d'atelier. — Chanay, procureur de la République. — Greppo, ouvrier en soie. — Julien Lacroix, filateur. — Pelletier, aubergiste à Tarare. — Ferouillat, avocat. — Mortemart, ex-député. — Mouraud (Prosper), ingénieur civil. — Paullian.

### Haute-Saône.

De Grammont, ex-député. — Dufournel. — Milliotte, capitaine d'artillerie. — Guérin, ex-député. — Minal, chef de bureau en retraite. — Noiro, avocat. — Angar, maître de forges. — Lelut, de l'Institut. — Signart, commissaire du Gouvernement.

### Saône-et-Loire.

Lamartine. — Mathieu, de l'Institut. — Mathey, ex-député. — Thiard, général. — Ledru-Rollin. — Bourdon, du Creuzot, mécanicien. — Rolland, maire de Mâcon. — Lacroix, ancien député. — Jules Bastide. — Pézérat, médecin. — Menand, avocat. — Petit-Jean. — Reverchon. — Amédée Bruys, avocat.

### Deux-Sèvres.

Baugier, maire de Niort. — Blot, ancien filateur. — Boussi, avocat. — Charles aîné, cultivateur. — Chevallon, fabricant. — Demarcay, ancien député. — Maichain (Desiré), ancien député. — Richard (Jules), propriétaire.

### Vosges.

Doublat, ex-député. — Buffet, avocat. — Forel, filateur. — Boulay (de la Meurthe). — Hingray, colonel de la 10<sup>e</sup> légion. — Najeau, sous-commissaire à Neufchâteau. — Turck, ancien commissaire. — Nouel, avocat. — Falatien, maître de forges. — Huot, propriétaire. — Braux, propriétaire.

### Vendée.

Armand Parenteau, agronome.



Les élections multiples officiellement connues jusqu'à présent sont celles de MM. :

De Lamartine, nommé à Paris, à Dijon, à Rouen, à Marseille, à Bordeaux et à Mâcon.

Dupont (de l'Eure), nommé à Paris et à Evreux.

Ledru-Rollin, nommé à Paris et à Mâcon.

Cormenin, nommé à Paris et à Laval.

Armand Marrast, nommé à Paris, à Pau et à Mont-de-Marsan.

François Arago, nommé à Paris et à Perpignan.

Aylier, nommé à Alençon et à Auch.

Jules Bastide, nommé à Paris, à Melun et à Mâcon.

Agricol Perdiguier, nommé à Paris et à Avignon.

Crémieux, nommé à Paris et à Tours.

Pagnerre, nommé à Paris et à Versailles.

Marie, nommé à Paris et à Auxerre.

— M. l'upin aîné est le dernier sortant des députés de la Nièvre.

Le département de Saône-et-Loire a nommé à la fois M. de Lamartine et M. Ledru-Rollin, re-

commandé, il faut le dire, par M. de Lamartine.

Les anciens députés du département ont été réélus, en même temps que M. Reverchon, l'un des prévenus d'avril.

M. Thiers a échoué dans les Bouches-du-Rhône.

M. Emile Girardin n'a point été réélu à Bour-

gneuf.

M. Chambolle, rédacteur en chef du *Siccle*, n'est point nommé en Vendée. Mais M. Perrée, directeur de ce journal, est nommé dans la

Manche.

#### Départements.

LA MORALITÉ DES EX-CONSERVATEURS, AUJOURD'HUI RÉPUBLICAINS MODÉRÉS.

Il est curieux de voir, le lendemain d'une Révolution, tous les sauteurs politiques prendre des vêtements nouveaux et saluer servilement le pouvoir naissant. Cela dure tant que la peur les domine. Mais si le nouveau souverain se montre clément et magnanime, ils relèvent peu à peu leur face bilieuse, et bientôt ils déversent sur tout ce qui leur déplaît les injures et les calomnies.

Passé encore si ces insultes étaient franchement dites et si leurs auteurs avaient le courage de faire connaître les intérêts en faveur desquels ils les lancent ; passé encore s'ils n'avaient pas l'impudence d'attaquer les hommes les plus dévoués au salut de la patrie, au nom même de ce salut.

Une feuille nouvelle s'est surtout fait remarquer, depuis quelque temps, à Paris, par le cynisme de ses impostures et la bassesse de ses moyens. Ce journal est intitulé *l'Assemblée nationale*.

Nous n'aurions jamais eu la pensée d'occuper nos lecteurs de ce journal, si l'ex-feuille ministérielle de notre ville, celle qui s'est prostituée si longtemps devant les libéralités de la liste civile, ne s'était inféodée avec une affection impudente aux pensées intimes de *l'Assemblée Nationale* et ne s'était fait *l'Echo* de toutes ses lâches injures et de ses fausses nouvelles. Si le filandieux rédacteur de la feuille valenciennoise a sympathisé si facilement avec les rédacteurs émérites du journal parisien, c'est que les uns et les autres étaient parfaitement dignes de se comprendre.

Nous ne voulons pas cependant que le public reste plus longtemps abusé sur le compte de cette tourbe d'écrivains, échappés la plupart des officines de *l'Epoque* ou du *Conservateur*.

*L'Assemblée nationale* est rédigée par les citoyens Dugabé, Vienne, ex-pair de France; Charles Reybaud, ex-rédacteur du journal *le Conservateur*, successeur défunt de défunte *Epoque*; Capo de Feuillide, ex-rédacteur du même journal; Romieu, ex-préfet d'Indre-et-Loire, et, dit-on, le citoyen Liadières, ex-familiers de l'ex-famille royale. Voilà certes une collection de républicains de la meilleure roche.

(L'impartial du Nord.)

On lit dans la *Démocratie* :

Orléans. — « Diviser pour régner a été de tout temps l'axiome monarchique par excellence. Les conservateurs, qui ne sont que des monarchistes plus ou moins déguisés, viennent de nous montrer qu'ils n'ont pas oublié cet axiome. Fidèles à leurs précédents, ces honnêtes vaincus de février, qui n'ont de chance de paraître un jour à la surface des affaires que dans la division du parti républicain, ont habilement cherché à jeter le trouble au milieu des votes du dernier scrutin. Inventer les listes des candidats les plus impossibles, placarder et répandre ces listes à profusion, à l'heure même de l'ouverture de l'urne, a été de leur part une tactique, sinon heureuse nous l'ignorons encore, du moins pleine d'une perfidie savante. Que les amis sincères de la République se tiennent donc définitivement pour avertis et se gardent dorénavant de se prêter d'eux-mêmes aux menées souterraines de leurs ennemis. Ce que les conservateurs ont fait hier pour les élections générales, ils le recommenceront demain pour les élections municipales. Puis, les élections terminées, ils n'en continueront pas moins leurs manœuvres. Les hommes et les faits du gouvernement leur deviendront alors matière à division. Soyons-en tous profondément convaincus, et serrons nos rangs de telle sorte que notre compacité, notre homogénéité résistent partout et toujours à leur dissolvante stratégie. « Les factions se sont liguées contre le peuple ; tous les éléments aristocratiques de la nation se sont coalisés. Les sacristains de *l'Univers* dit religieux ont fraternisé avec les bonnets de coton

du *Constitutionnel* ; les bonnets de coton du *Constitutionnel* avec les conservateurs des *Débats* ; les conservateurs des *Débats* avec les royalistes de la *Gazette de France* ; les royalistes de la *Gazette de France* avec les voltairiens du *Siccle* ; les voltairiens du *Siccle* avec les légitimistes de *l'Union monarchique* ; les légitimistes de *l'Union monarchique* avec les insulteurs à gages de *l'Assemblée nationale*, et le tout, ayant formé boule de neige, a pris en tête les bonnets à poil du *citoyen National*.

Si bien qu'aujourd'hui quelques journaux républicains se demandent : Est-ce le *National* qui est remonté vers la *Gazette*, vers les *Débats*, vers le *Constitutionnel*, etc., etc. ? ou sont-ce les *Débats*, la *Gazette*, le *Constitutionnel*, etc., etc., qui sont descendus jusqu'au *National* ?

Grave question que nous ne voudrions pas résoudre. Et pendant que tous les partisans du privilège s'unissent ainsi pour sauvegarder leur part de la curée, le peuple, laissé sans guide, errait à l'aventure et jetait au vent sa part de royauté, dont il eût pu, comme ses ennemis, faire un faisceau redoutable.

(Impartial du Nord.)

— Quand nous disions, il y a quelques jours à peine : *Patriotes, servez vos rangs !* nous avions nos raisons pour cela ; mais les événements ont dépassé nos prévisions. Patriotes, vous n'avez pas assez serré vos rangs, vous n'avez pas assez pris garde à vous. Qu'en est-il résulté ? Aujourd'hui nous sommes en pleine contre-révolution ; les conservateurs et les jésuites lèvent hardiment le masque. Ils n'ont pas encore suscité, dans notre département, des troubles comme ils l'ont fait à Besançon, Amiens, Troyes, etc. ; c'est parce qu'on leur en a ôté tout prétexte par le profond respect que l'on a témoigné jusqu'à ce jour aux fonctionnaires les plus pritchardistes, les plus corrompus et les plus ignares, en les laissant paisiblement trôner au milieu de leurs anciennes coteries et user sourdement contre la République de l'influence qu'ils doivent à leurs places et à leurs deus.

(Propagateur républicain du Jura.)

#### FINANCES.

Citoyen rédacteur,

Convaincu comme vous que le décret de l'impôt des 45 c. sur la contribution foncière devait exercer une fâcheuse influence sur les élections, je présentai, le 22 mars dernier, au Gouvernement provisoire un projet dans le but de satisfaire aux nécessités du moment et de fonder les espérances de l'avenir. Il y a deux jours, le gouvernement belge vient de faire l'application de la première partie de ce projet ; il a compris avec raison que dans une grande nation, il faut demander des ressources au temps et au revenu, c'est-à-dire à l'emprunt plutôt qu'aux contributions immédiates qui frappent une partie seulement des citoyens, tandis que par la voie de l'emprunt, toutes les contributions de quel que nature qu'elles soient se trouvent solidaires.

J'avais donc proposé, en ce qui concerne les besoins du moment :

- 1° De retirer le décret des 45 c. ;
- 2° De lever un emprunt égal au montant de la contribution foncière de 1848 ;
- 3° De donner aux prêteurs des inscriptions de rente en 5 p. 0/0 au cours de 60 fr. ;
- 4° Ces inscriptions seraient au porteur ;
- 5° Tout contribuable aurait la faculté de faire imputer le montant de sa rente à chaque échéance sur sa cote d'imposition, c'est-à-dire d'échanger dans tout bureau de perception les coupons d'échéance détachés de son inscription contre des quittances du receveur.

Suivant le budget de 1848, le chiffre des contributions foncières s'élève à 279,486,080 fr.

Le nombre des propriétaires inscrits est de 10,895,328, ainsi répartis :

Au-dessous de 5 fr.	5,203,411
De 5 à 10	4,731,994
De 10 à 20	4,514,251
De 20 à 50	759,206
De 50 à 100	684,163
De 100 à 500	335,250
De 500 à 1,000	541,139
De 1,000 à 5,000	37,533
De 5,000 à 10,000	55,196
Enfin de 10,000 et au-dessus,	45,561

Il y a donc environ huit millions cinq cent mille contribuables au-dessous de 20 fr. La moyenne de la cote est de 5 à 6 fr., ce qui donne un produit de cinquante millions environ. Par conséquent, au-dessus de la cote de 20 fr., les deux millions cinq cent mille propriétaires paient environ deux cent trente millions. J'avais donc proposé de lever cet emprunt sur les cotes seulement de 20 fr. et au-dessus. Dans cette opération, on n'aurait pastenu compte des fractions de 25 c. de rente ; c'est-à-dire que de 20 à 25 francs on aurait contribué pour un franc de rente, de 25 à 55 pour un franc cinquante centimes, etc.

Ce mode d'emprunt était d'une exécution facile. Il n'était plus une perte pour le contribuable comme l'impôt de 45 c., mais bien une simple avance remboursable en capital par l'Etat et en rentes sur lui-même comme débiteur de sa propre rente. Ces coupons de rente négociables au porteur, c'est-à-dire sans courtage d'agent de change, payables à imputation dans tous les bureaux de perception, avaient cet immense avantage de nationaliser le signe du crédit public, de le répandre jusque dans les hameaux, et d'intéresser tous les citoyens au crédit de l'Etat, je veux dire le crédit des bons.

Par ce mode d'emprunt, vous aviez un contre-poids à opposer aux princes de la finance, qui disposent de votre crédit à la Bourse de Paris, dont ils sont les maîtres.

Quant à la dette flottante, dont l'intérêt figure au budget pour 22 millions, non compris 7 millions pour les cautionnements ; il se trouve dans cette dette flottante 273 millions de bons du trésor, suivant la loi du 12 janvier 1847.

Cette émission d'une grande masse de bons avait évidemment sa source dans un abus réparable par un bill d'indemnité ; mais du moment que

le Gouvernement provisoire a touché au principe qui protégeait les caisses d'épargne, celles du pauvre, il va sans dire que les bons du trésor, le fruit d'un abus, ne doivent pas être moins ménagés ; en conséquence il convient, et c'est en définitive le seul moyen d'y faire face, de rembourser ces bons de rentes sur l'Etat.

Cet emprunt peut être appliqué avec succès aux contributions personnelles et mobilières, de

Patentes 59,515,060  
Et même les portes et fenêtres 46,510,400  
Total 106,025,460

Sur ces 150 millions, en adoptant la même base que ci-dessus, c'est-à-dire à partir de la cote de 20 fr., on trouvera encore 100 millions d'emprunt à ajouter. De plus, comme les fonctionnaires qui sont encore au pouvoir sont à peu de chose près les employés du gouvernement déchu, il nous semble que ces hommes, qui ont aujourd'hui un grand dévouement pour la République, devraient en donner une assez faible preuve : ce serait de prendre en paiement de leurs larges salaires qui leur sont restés des inscriptions de rente. Il est difficile de croire que des hommes comme eux, dévoués corps et âme à la jeune République, ne s'empressent de réaliser cette idée et de venir au devant des vœux du Gouvernement.

Nous avons pour cette digne magistrature en 1848, 20,886,595  
Pour nos humbles cardinaux et évêques, 1,037,000  
Pour nos fidèles agents à l'étranger, 3,546,800  
Frais de régie, perception, etc., 157,428,623  
Total, fr. 184,718,820

Ainsi on voit que la République peut tailler, comme l'on dit, en plein drap dans cette étoffe républicaine. Ces messieurs seront, au reste, enchantés d'avoir des coupons de rente de la République ; nul doute que grand nombre d'entre eux ne s'empressent même de souscrire pour des inscriptions en sus de leurs appointements.

A l'aide de ces dévouements, que tout bon citoyen ne peut révoquer en doute, et des mesures plus haut indiquées, on parviendra à nettoyer la position financière et à subvenir aux nécessités du présent.

Pour simplifier cette position d'une manière définitive, il faudra trancher la question de l'amortissement.

L'amortissement, comme on le sait, n'est qu'une fiction financière dont les premiers essais, faits en Angleterre par Pitt, à la suite des guerres de l'Amérique, donnèrent un résultat tellement inverse, qu'en 1827, époque à laquelle l'amortissement fut aboli, la dette anglaise s'était élevée à 705,996,175 francs de rente (ou vingt milliards de capital).

Chez nous, en 1816, lorsque l'amortissement fut établi, nous avions 115,400,000 fr. de rente inscrite, et aujourd'hui elle se monte à 291,887,951 fr., y compris à la vérité les rentes et dotation de la caisse d'amortissement.

Ces rentes s'élèvent à 68,114,885  
Et la dotation à 48,886,563

Total, Fr. 117,503,751

Comme il est prouvé que l'amortissement doit, comme l'intérêt de la dette, sortir de la poche du débiteur et non de la bourse du prêteur, l'intérêt et l'amortissement ne libèrent le débiteur que quand ils sont pris en dehors de la somme empruntée et se composent par conséquent de l'excédant de son revenu sur sa dépense. Il suit de là évidemment, et par ces principes et par les résultats, que l'amortissement n'est qu'un mensonge, et que, pour établir un vrai équilibre dans nos finances, il faudra annuler les rentes et la dotation de cette caisse, sauf à en conserver une partie pour balancer le remboursement des bons du trésor.

Ainsi donc, tout en remboursant les créanciers de l'Etat sans augmenter les impôts, nous aurons encore cent millions qui serviront à combler le déficit de l'impôt du sel et de celui des octrois.

Dans un prochain article, nous exposerons la suite du plan proposé par nous en ce qui concerne l'avenir, c'est-à-dire la création des banques nationales, l'émission d'un nouveau papier monnaie, le privilège des banques, l'impôt progressif, etc.

Salut et fraternité.

SCIPION DUMOULIN.

Paris, 29 avril 1848.

#### Faits divers.

M. Jauffret, chef d'institution, membre de l'association des chefs d'institution et maîtres de pension du département de la Seine, est nommé membre de la haute commission des études scientifiques et littéraires, et attaché, en cette qualité, à la sous-commission de l'instruction secondaire.

— Au commencement de ce mois, deux bataillons d'infanterie de passage successif à Fumay refusèrent une distribution de pain de munition.

Le sous-intendant militaire de Givet se rendit sur les lieux pour constater la valeur de ce refus fait dans les formes réglementaires. Il est résulté d'une première investigation que le pain était de mauvaise qualité. Compte en a été rendu au ministre de la guerre, qui a ordonné de procéder d'urgence à une enquête. Il en attend le résultat pour sévir s'il y a lieu.

Il est à désirer que les punitions infligées soient assez sévères pour empêcher le retour de pareils faits.

— Il y a des gens contre lesquels l'indignation publique et les sévérités de la justice ne sauraient être trop sévères. Dans le courant de mars dernier, un nommé Guilmois imagina un moyen de mettre à contribution le patriotisme des habitants de Gentilly ; il se dit chargé de faire une quête pour les blessés de février. Chacun s'empressa d'apporter sa pieuse offrande, et cette offrande fut l'occasion de l'appropriation. Traduit pour escroquerie devant la juridiction correctionnelle, Guilmois, déjà repris de justice, a été condamné

à un an de prison et 80 fr. d'amende par la 4<sup>e</sup> chambre, présidence de M. d'Herbelot.

— L'ordre vient d'être envoyé au 15<sup>e</sup> de ligne, en garnison à Metz, de se rendre à l'armée des Alpes. Le régiment d'artillerie qui tient garnison en cette ville, a, de son côté, reçu l'ordre d'organiser pour la guerre une batterie à cheval. Enfin quatre compagnies du 1<sup>er</sup> régiment du génie viennent d'être mises sur le pied de guerre.

— Dimanche, 25 avril, le 7<sup>e</sup> de ligne ayant reçu à onze heures du matin l'ordre de partir à une heure de l'après-midi, la 2<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion de la garde nationale, qui avait déjà eu l'avantage de posséder quelques-uns de ces braves pendant deux jours, s'est réunie à la hâte pour les accompagner jusqu'à Clichy, où, dans un banquet improvisé, la garde nationale a hautement témoigné sa sympathie pour l'armée.

Au milieu du repas, un bataillon du 54<sup>e</sup> traversant Clichy, le commandant, sur la prière du capitaine de la garde nationale, a bien voulu faire arrêter un instant son bataillon et monter avec une partie de ses officiers et sous-officiers. Un toast a été porté à l'union de l'armée et de la garde nationale, à la République. Le commandant a répondu, au nom de l'armée, par une courte allocution, tellement chaleureuse, que l'émotion a gagné tous les cœurs. La musique n'a cessé d'exécuter des airs patriotiques.

Après le repas, la compagnie a de nouveau accompagné le 7<sup>e</sup> de ligne au delà de Clichy. Avant de se séparer, le capitaine Grandperrier lui a adressé, au nom du 4<sup>e</sup> arrondissement, et principalement au nom de la 2<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon, les regrets qu'on éprouvait de son départ. Puis la séparation s'est opérée au milieu de nouvelles marques d'affectueuse sympathie.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« Le commissaire de police du quartier Saint-Martin, M. Bardet, a procédé ce matin à une perquisition ayant pour objet de rechercher chez un maître chiffonnier, rue des Fontaines, 3, des armes de prix qui auraient été dérobées au châteaudeau des Tuileries le 24 février dernier. Parmi différents objets saisis, le commissaire ayant remarqué un pistolet artistiquement ciselé, mais dont on avait enlevé la monture, le maître chiffonnier a déclaré que cette arme ayant été apportée chez lui par son beau-fils, âgé de dix-huit ans, qui s'en était effectivement emparé lors de la dévastation des appartements du duc de Nemours, il en avait enlevé la garniture en or massif, laquelle avait été par lui vendue à un armurier brocanteur du quai de la Mégisserie pour la somme de 500 fr.

« Le jeune Le Bailleux, par suite de la vérification de ce renseignement, reconnu exact, a été arrêté et mis à la disposition de la justice. »

— Un ancien sergent de ville, attaché aujourd'hui à une maison de banque, était signalé comme ayant recélé, à la suite des événements de février dernier, des objets d'une certaine valeur, provenant de détournements commis au châteaudeau des Tuileries. Le commissaire de police du faubourg Poissonnière s'étant transporté, en exécution d'un mandat, au domicile de cet individu, nommé Delépine, y a procédé à une perquisition minutieuse. Sous la pailleuse du lit on a trouvé, entre autres objets, un riche fusil à deux coups, au chiffre du feu duc d'Orléans ; une épée d'officier supérieur, un sabre de cavalerie, un drapeau portant une bande transversale jaune, deux bandes perpendiculaires vertes, avec une bande rouge au milieu, etc., etc.

Procès-verbal a été dûment dressé, et tous les objets saisis ont été envoyés au greffe, qu'encombre depuis quelques jours des quantités d'armes et de munitions de guerre saisies sur différents points, grâce à la vigilance et à la sagacité de l'administration de la police. (Idem.)

— Un banquet fraternel a eu lieu au Marais entre des ouvriers et des soldats appartenant au 55<sup>e</sup> régiment de ligne. Une immense table était dressée dans la cour d'une maison sise rue Molay, et autour de cette table étaient assis les ouvriers mêlés aux militaires qui servaient des femmes et des jeunes filles du quartier. La plus franche gaieté et la plus grande expansion n'ont cessé de régner dans ce festin, auquel avaient coopéré tous les locataires de la maison, les voisins et plusieurs boutiquiers de la rue ; les uns, en apportant des comestibles, du pain, du vin, des bouteilles de liqueurs ; les autres, en fournissant des assiettes, des verres, des couverts et du linge de table. Plusieurs couplets patriotiques ont été chantés, et des toasts ont été portés au dessert par les ouvriers à l'armée et par les militaires aux ouvriers de Paris.

— Le parti prêtre a, par ses manœuvres électorales, perdu toute autorité morale dans l'arrondissement de Dunkerque. Nous enregistrons ce fait avec plaisir, et nous flétrissons publiquement l'acte odieux de distribution de listes électorales commis dans des confessionnaux de l'église Saint-Eloi. (Journal de Dunkerque.)

— On nous écrit de Cette, le 24 avril :

« Abd-el-Kader est arrivé ce soir, à 7 heures, à bord du bateau à vapeur de l'Etat le *Minos*, il part demain matin pour Toulouse, à bord d'une barque de poste sur le canal du Midi. (Le Garde national de Marseille.)

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 8.